



# **COMPTE ADMINISTRATIF 2013**

**RAPPORT DE PRESENTATION**

# COMPTE ADMINISTRATIF 2013

## RAPPORT DE PRÉSENTATION

Le Compte administratif a pour principale fonction, à l'issue de la clôture de l'exercice budgétaire, de rapprocher les prévisions ou autorisations inscrites au Budget, des réalisations effectuées durant cet exercice, tant en dépenses qu'en recettes. Il présente par ailleurs les résultats comptables de l'exercice.

Conformément à l'article L. 1612-12 du code général des collectivités territoriales (C.G.C.T.), il est soumis par l'ordonnateur (maire) à l'approbation de l'assemblée délibérante qui l'arrête définitivement par un vote, avant le 30 juin de l'année qui suit la clôture de l'exercice, après transmission par le comptable public de son Compte de gestion, au plus tard le 1<sup>er</sup> juin de l'année suivant l'exercice, avec lequel il doit être conforme,

Lors de la séance où celui-ci est débattu, le Conseil municipal doit élire son président. Le maire, s'il peut assister à la discussion, doit toutefois impérativement se retirer au moment du vote. La désignation du président de séance n'a pas lieu d'intervenir au scrutin secret.

Dans son contenu, le Compte administratif présente la même architecture que le Budget primitif et est assorti, dans les communes de 3 500 habitants et plus, d'annexes obligatoires.

Par application de l'article L. 1612-13 du C.G.C.T., le Compte administratif est transmis au représentant de l'Etat dans le département au plus tard quinze jours après le délai limite fixé pour son adoption par les articles L. 1612-9 et L. 1612-12 du code précité.

Le rapport de présentation, joint au projet de délibération sur le vote du Compte administratif et au rapport technique, détaille, à l'aide des tableaux de synthèse annexés et des différents commentaires, l'état des réalisations chapitre par chapitre comparativement aux crédits votés aux différentes étapes budgétaires (budget primitif, budget supplémentaire et décisions modificatives).

Le Compte administratif 2013 constitue le premier de la mandature 2014-2020. Aussi, il est proposé d'assortir au préalable sa présentation d'une analyse budgétaire et financière rétrospective couvrant la période 2009 à 2013, permettant d'apprécier la situation de la Ville de Troyes au regard de différents indicateurs ou ratios, par comparaison avec d'autres communes de la même strate, membres comme elle d'un établissement public de coopération intercommunale (E.P.C.I.) à fiscalité professionnelle unique (F.P.U.).

A la suite de cette analyse, le Compte administratif, le Compte de gestion et l'affectation des résultats 2013 sur l'exercice 2014 seront soumis à l'approbation du Conseil municipal.

# SOMMAIRE

## **I – ANALYSE BUDGETAIRE ET FINANCIERE RETROSPECTIVE 2009-2013**

### **A – SECTION DE FONCTIONNEMENT**

### **B – SECTION D'INVESTISSEMENT**

### **C – SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION**

### **D – ANALYSE DE LA DETTE**

### **E – RATIOS REGLEMENTAIRES D'ANALYSE FINANCIERE**

## **II – EXECUTION BUDGETAIRE 2013 – TABLEAUX SYNTHETIQUES COMMENTAIRES**

### **A – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET PRINCIPAL - VUE D'ENSEMBLE ..... (Tableau I)**

### **B – SECTION DE FONCTIONNEMENT**

a) Dépenses de fonctionnement ..... (Tableau II)

b) Recettes de fonctionnement ..... (Tableau III)

### **C – SECTION D'INVESTISSEMENT**

a) Dépenses d'investissement ..... (Tableau IV)

b) Recettes d'investissement ..... (Tableau V)

### **D – RESULTAT DE L'EXERCICE 2013 - CONSOLIDATION AVEC LES BUDGETS ANNEXES ..... (Tableau VI)**

## I – ANALYSE BUDGETAIRE ET FINANCIERE RETROSPECTIVE 2009-2013

L'analyse budgétaire et financière rétrospective présentée ci-après porte sur l'étude des comptes administratifs de la période 2009 à 2013. Elle s'attache à retracer, en les commentant, l'évolution des dépenses et des recettes de fonctionnement et celle des soldes intermédiaires de gestion (S.I.G.). Un développement est également consacré à l'analyse de l'évolution de la dette de la Ville sur cette période. Cette analyse se conclura par la présentation des principaux indicateurs et ratios financiers « prudentiels » permettant de comparer la situation de la Ville à celle d'autres collectivités locales de strate et de structure fiscale équivalente.

### A – SECTION DE FONCTIONNEMENT

#### A.1 – ANALYSE DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

FONCTIONNEMENT - RECETTES (K€)	CA 2009	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013	Evolution 2013/2012	Evolution 2013/2009	Moyenne 2013/2009
<b>Impôts et taxes</b>	<b>43 382</b>	<b>44 256</b>	<b>45 513</b>	<b>48 439</b>	<b>43 083</b>	<b>-11,1%</b>	<b>-0,7%</b>	<b>-0,2%</b>
dont Contributions Directes	25 626	26 088	26 722	27 532	28 301	2,8%	10,4%	2,5%
Teom	6 146	6 221	6 402	6 567	0	so	-100,0%	so
Dotations Grand Troyes	9 168	9 293	9 303	11 272	11 421	1,3%	24,6%	6,0%
Attribution Compensation reçue	7 736	7 736	7 736	9 531	9 531	0,0%	23,2%	5,4%
Dotation solidarité Ctaire reçue	1 432	1 557	1 568	1 566	1 537	-1,8%	7,3%	1,8%
Attribution FPIC	so	so	so	175	353	102,0%	so	so
Taxe sur l'électricité	1 018	1 029	1 090	1 126	1 194	6,0%	17,2%	4,1%
Taxe droits de mutation	1 311	1 411	1 760	1 380	1 213	-12,2%	-7,5%	-1,9%
<b>Dotations et participations</b>	<b>28 854</b>	<b>29 160</b>	<b>29 589</b>	<b>30 601</b>	<b>30 891</b>	<b>0,9%</b>	<b>7,1%</b>	<b>1,7%</b>
dont DGF	20 784	21 090	21 177	21 676	22 321	3,0%	7,4%	1,8%
Compensations fiscales	2 333	2 432	2 400	2 275	2 174	-4,4%	-6,8%	-1,7%
Fonds de péréquation divers	160	98	850	1 095	779	-28,9%	387,5%	48,6%
Subventions et participations (Etat, CAF, autres collectivités...)	3 992	4 140	4 308	5 148	5 130	-0,4%	28,5%	6,7%
<b>Autres produits de fct courant</b>	<b>7 495</b>	<b>7 618</b>	<b>7 855</b>	<b>7 435</b>	<b>7 928</b>	<b>6,6%</b>	<b>5,8%</b>	<b>1,4%</b>
Produits des services (RODP...)	6 482	6 615	6 679	6 278	6 598	5,1%	1,8%	0,4%
Produits de gestion (Revenus des immeubles...)	1 012	1 003	1 176	1 156	1 330	15,0%	31,4%	7,1%
<b>Atténuations de charges</b>	<b>39</b>	<b>45</b>	<b>22</b>	<b>34</b>	<b>40</b>	<b>16,5%</b>	<b>2,8%</b>	<b>0,9%</b>
<b>Produits de fonctionnement courant</b>	<b>79 770</b>	<b>81 079</b>	<b>82 979</b>	<b>86 509</b>	<b>81 943</b>	<b>-5,3%</b>	<b>2,7%</b>	<b>0,7%</b>
<b>Produits exceptionnels (Produits financiers...)</b>	<b>480</b>	<b>728</b>	<b>855</b>	<b>172</b>	<b>808</b>	<b>370,8%</b>	<b>68,3%</b>	<b>13,9%</b>
<b>Produits de fonctionnement</b>	<b>80 250</b>	<b>81 806</b>	<b>83 834</b>	<b>86 681</b>	<b>82 751</b>	<b>-4,5%</b>	<b>3,1%</b>	<b>0,8%</b>

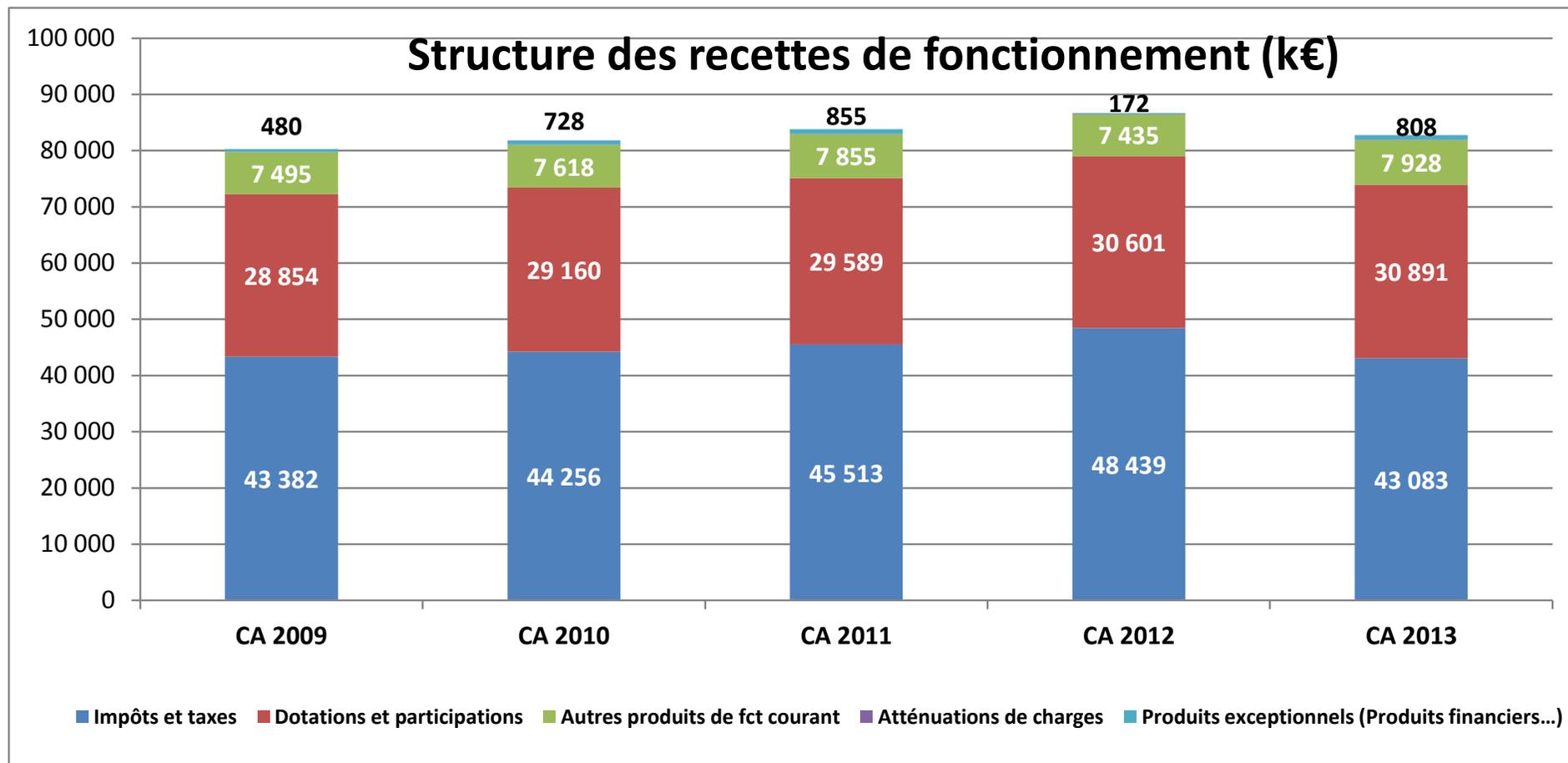
La période 2009-2013 est marquée par une amélioration des **produits de fonctionnement** qui passent de 80,250 millions d'euros à **82,751 millions d'euros**, soit **+3,1%**, en raison de la hausse des produits des contributions directes, assise exclusivement sur celle des bases de fiscalité locale (+2,6% en moyenne sur la période pour les bases de taxe d'habitation et +2,4% pour celles de la taxe foncière sur les propriétés bâties. L'évolution des recettes s'explique également par celle des dotations du Grand Troyes (+23,2% sur la période), liée à la revalorisation de l'attribution de compensation, à l'issue du transfert de la compétence « Collecte » au 1<sup>er</sup> janvier 2012, entraînant la fin de la perception de la Taxe d'enlèvement des ordures ménagères à compter de cette date, et à l'attribution du nouveau Fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (F.P.I.C.) à compter de 2012. Au final, la ligne « Impôts et taxes », intégrant également la taxe sur l'électricité et la taxe additionnelle aux droits de mutation diminue de -0,7% sur la période, soit -0,2% en moyenne.

Les **dotations et participations**, comprenant principalement la dotation globale de fonctionnement (D.G.F.), les compensations fiscales versées par l'Etat ainsi que les subventions et participations des autres partenaires de la Ville passent de 28,854 millions d'euros à 30,891 millions d'euros, soit +7,1% entre 2009 et 2013. Cette hausse mérite néanmoins d'être relativisée. En effet, même si la D.G.F. évolue de 7,4% entre 2009 et 2013, cette hausse repose sur celle de la Dotation de Solidarité Urbaine (D.S.U.), encore favorable à la Ville compte tenu de ses modalités de calcul (+11,8% en moyenne). A l'inverse, la dotation forfaitaire, autre composante de la D.G.F. connaît une évolution quasi nulle (- 0,03%) quand les compensations fiscales diminuent de -6,8% entre 2009 et 2013, conformément à l'objectif de réduction des déficits publics auquel doivent contribuer les collectivités locales.

Les **subventions et participations** sont marquées par une hausse importante sur la période (+28,5%), en raison de la montée en puissance des dispositifs contractuels liant la Ville à la C.A.F. de l'Aube. Globalement, ces financements sont en baisse entre 2012 et 2013 (-0,4%), en raison du désengagement progressif des autres partenaires financiers de la Ville, notamment de l'Etat (-27,3%).

Après intégration des atténuations de charges et des produits exceptionnels (produits financiers, remboursements de sinistres...), les **produits de fonctionnement sont en hausse de 3,1% entre 2009 et 2013**, représentant une **moyenne de 0,8% par an**.

Le graphique ci-dessous reprend l'évolution des différentes composantes des ressources de fonctionnement de la Ville sur la période 2009–2013.



## A.2 – ANALYSE DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

FONCTIONNEMENT - DEPENSES (K€)	CA 2009	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013	Evolution 2013/2012	Evolution 2013/2009	Moyenne 2013/2009
<b>Charges à caractère général</b>	<b>14 418</b>	<b>14 356</b>	<b>15 119</b>	<b>14 714</b>	<b>15 842</b>	<b>7,7%</b>	<b>9,9%</b>	<b>2,4%</b>
dont Energie	4 166	4 118	4 571	4 816	5 016	4,1%	20,4%	4,8%
Maintenance des installations	2 400	2 242	2 349	2 589	2 834	9,4%	18,1%	4,5%
<b>Charges de personnel</b>	<b>41 061</b>	<b>42 231</b>	<b>42 458</b>	<b>41 345</b>	<b>42 552</b>	<b>2,9%</b>	<b>3,6%</b>	<b>0,9%</b>
Personnel permanent	38 731	39 709	40 000	38 820	39 914	2,8%	3,1%	0,8%
Personnel vacataire	1 841	1 995	1 976	1 970	2 015	2,3%	9,5%	2,4%
Autres charges de personnel	489	527	483	556	623	12,0%	so	6,6%
<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>11 301</b>	<b>10 073</b>	<b>9 349</b>	<b>8 459</b>	<b>8 967</b>	<b>6,0%</b>	<b>-20,7%</b>	<b>-5,6%</b>
dont Contribution aux EPA	2 352	2 625	3 825	3 755	4 298	14,5%	82,7%	17,5%
Subventions de fonct.- pers. droit privé	5 130	4 778	3 323	3 298	3 221	-2,3%	-37,2%	-10,1%
<b>Atténuations de produits (Reversement convent.)</b>	<b>2 207</b>	<b>2 256</b>	<b>2 328</b>	<b>6 819</b>	<b>180</b>	<b>-97,4%</b>	<b>-91,8%</b>	<b>-46,6%</b>
<b>Charges de fonctionnement courant</b>	<b>68 987</b>	<b>68 916</b>	<b>69 254</b>	<b>71 337</b>	<b>67 540</b>	<b>-5,3%</b>	<b>-2,1%</b>	<b>-0,5%</b>
<b>Charges exceptionnelles (frais financiers...)</b>	<b>273</b>	<b>160</b>	<b>325</b>	<b>110</b>	<b>231</b>	<b>109,4%</b>	<b>-15,3%</b>	<b>-4,1%</b>
<b>Charges de fonctionnement hors intérêts</b>	<b>69 259</b>	<b>69 076</b>	<b>69 580</b>	<b>71 448</b>	<b>67 771</b>	<b>-5,1%</b>	<b>-2,1%</b>	<b>-0,5%</b>
<b>Intérêts de la dette</b>	<b>2 126</b>	<b>2 011</b>	<b>2 034</b>	<b>1 923</b>	<b>1 749</b>	<b>-9,0%</b>	<b>-17,7%</b>	<b>-4,8%</b>
<b>Charges de fonctionnement</b>	<b>71 386</b>	<b>71 088</b>	<b>71 613</b>	<b>73 371</b>	<b>69 520</b>	<b>-5,2%</b>	<b>-2,6%</b>	<b>-0,7%</b>

Les **dépenses de fonctionnement** se caractérisent par une diminution sur la période, passant de 71,386 millions d'euros en 2009 à **69,520 millions d'euros** en **2013**, soit **-2,6%**. En moyenne, leur évolution aura été de -0,7%. Principal poste des dépenses, les charges de personnel sont en augmentation passant de 41,061 millions d'euros en 2009 à 42,552 millions d'euros en 2013, correspondant à une hausse de 3,6%, soit 0,9% en moyenne annuelle, en raison principalement des effets du « Glissement vieillesse technicité – GVT ». Le ratio des charges de personnel sur les charges de fonctionnement total s'établit à 61,2% en 2013, contre 56,4% en 2012, le montant de ces dernières ayant été ramené de 73,371 millions d'euros à 69,520 millions d'euros sur ces deux années. En 2013, les dépenses de personnel ont représenté 687 euros par habitant.

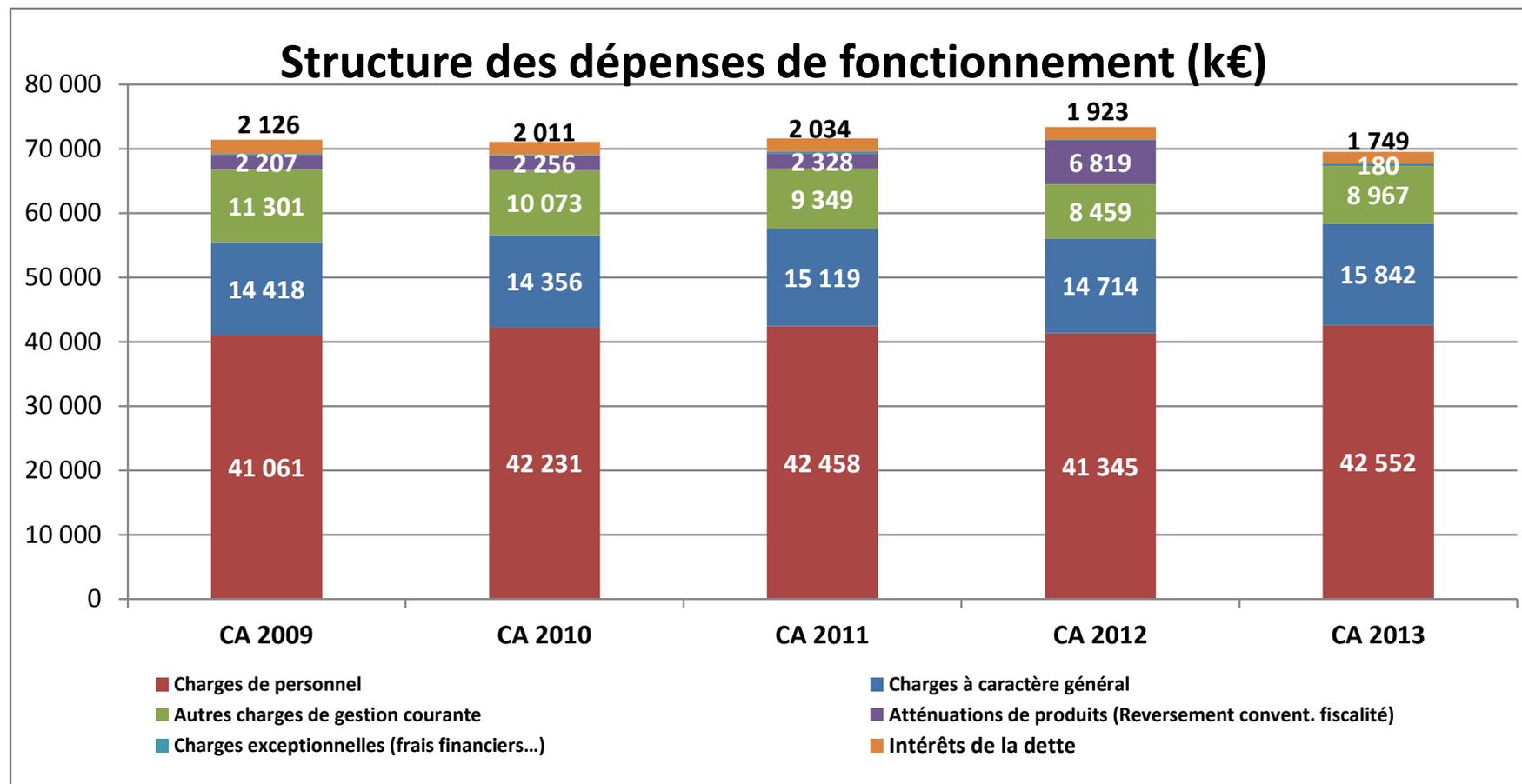
Les **charges à caractère général** évoluent quant à elles de **9,9%** entre 2009 et 2013, soit **+2,4% en moyenne annuelle**, passant de 14,418 millions d'euros en 2009 à **15,842 millions d'euros** en 2013, en raison essentiellement de la hausse des coûts de l'énergie (+20,4%) malgré les efforts entrepris par la Collectivité pour en maîtriser les effets (achat de véhicules électriques, programmes de travaux dans les bâtiments municipaux, modernisation de l'éclairage public...). Cette hausse est maîtrisée à +4,1% entre 2012 et 2013.

La ligne « maintenance des installations » connaît sur la période une hausse de 18,1% (4,5% en moyenne annuelle), rendue nécessaire par l'entretien du patrimoine communal, qu'il s'agisse des bâtiments ou du matériel roulant. L'évolution entre 2012 et 2013 est ainsi de 9,4%.

Les **autres charges de gestion courante**, qui comprennent notamment les subventions versées aux associations et les contributions aux établissements publics administratifs (EPA Maison du Boulanger, Centre municipal d'action sociale) sont en baisse de **-20,7%** sur la période, passant de 11,301 millions d'euros à **8,967 millions d'euros**. Cette baisse s'explique principalement par l'absence d'appel de contribution de la part du SIVVL en raison de la décision de cession engagée par le comité syndical et par l'évolution de la contribution au S.D.E.A. selon le rythme des travaux. L'évolution inverse constatée sur les lignes « contributions aux EPA » et « Subventions de fonctionnement aux-associations » s'explique par la comptabilisation à compter de 2011 de la participation financière à la Maison du Boulanger sur la ligne « contribution aux EPA » et non plus sur celle des « subventions ».

Les **intérêts de la dette** (dette propre du Budget principal), imputés en section de fonctionnement, sont quant à eux ramenés de 2,126 millions d'euros à 1,749 million d'euros, soit -17,7% et -4,8% en moyenne annuelle, traduisant la politique de désendettement de la Ville en même temps que le contexte favorable observé sur les marchés financiers (baisse des taux d'intérêts) durant la période.

Le graphique ci-dessous reprend l'évolution des différentes composantes des dépenses de fonctionnement de la Ville sur la période 2009-2013.



## B – SECTION D'INVESTISSEMENT

K€	CA 2009	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013	K€	€/hab	Structure
<b>Dépenses d'investissement hors dette</b>	<b>24 074</b>	<b>12 170</b>	<b>20 740</b>	<b>23 922</b>	<b>20 467</b>	<b>20 275</b>	<b>322,4</b>	<b>100,0%</b>
Dépenses d'équipement	24 039	11 939	20 297	19 715	19 226	19 043	302,8	93,9%
Dépenses directes d'équipement	23 373	10 859	19 503	17 716	15 818	17 454	277,6	86,1%
Dépenses indirectes (Fonds de concours + Subv. équipt versées)	666	1 080	794	1 999	3 408	1 589	25,3	7,8%
Opérations pour cpte de tiers (dép.)	25	0	319	3 074	1 187	921	14,6	4,5%
Dépenses financières d'inv.	10	231	124	1 133	54	310	4,9	1,5%
<b>Dép d'inv hors annuité en capital</b>	<b>24 074</b>	<b>12 170</b>	<b>20 740</b>	<b>23 922</b>	<b>20 467</b>	<b>20 275</b>	<b>322,4</b>	<b>100%</b>
<b>Epargne nette</b>	<b>868</b>	<b>3 076</b>	<b>4 297</b>	<b>5 420</b>	<b>5 343</b>	<b>3 801</b>	<b>60,4</b>	<b>18,7%</b>
<b>Ressources propres d'inv. (RPI)</b>	<b>5 562</b>	<b>6 722</b>	<b>5 119</b>	<b>5 328</b>	<b>3 092</b>	<b>5 165</b>	<b>82,1</b>	<b>25,5%</b>
FCTVA	4 182	3 353	1 499	2 583	2 357	2 795	44,4	13,8%
Produits des cessions	1 090	2 976	3 064	983	67	1 636	26,0	8,1%
Diverses RPI	290	393	557	1 761	668	734	11,7	3,6%
<b>Autres recettes d'investissement</b>	<b>4 897</b>	<b>3 415</b>	<b>4 557</b>	<b>7 610</b>	<b>5 549</b>	<b>5 206</b>	<b>82,8</b>	<b>25,7%</b>
Opérations pour cpte de tiers (rec.)	13	1	40	3 060	1 295	882	14,0	4,3%
Fonds affectés (amendes, ...)	1 054	906	1 069	1 096	1 102	1 045	16,6	5,2%
Subventions	3 830	2 508	3 449	3 454	3 152	3 278	52,1	16,2%
<b>Emprunt</b>	<b>8 000</b>	<b>5 000</b>	<b>7 000</b>	<b>6 500</b>	<b>5 000</b>	<b>6 300</b>	<b>100,2</b>	<b>31,1%</b>
<b>Financement de l'investissement</b>	<b>19 327</b>	<b>18 213</b>	<b>20 974</b>	<b>24 858</b>	<b>18 984</b>	<b>20 471</b>	<b>325,6</b>	<b>101%</b>

Le tableau ci-dessus permet de comparer le montant des **dépenses d'investissement** réalisées sur la période avec les différentes recettes ayant contribué à leur financement. Le montant moyen de ces dépenses s'établit à **20,275 millions d'euros**, représentant 322,4 € par habitant entre 2009 et 2013. Les dépenses d'investissement ont été constituées à 86,1% de dépenses directes d'équipement et à 4,5% des dépenses liées à des opérations pour compte de tiers (axe Chomedey-Vanier, requalification des quais). L'analyse de la **structure des recettes** fait apparaître une structure de financement moyen constituée à 31,1% par l'emprunt, soit 100,2 € par habitant. A titre de comparaison, ce montant s'établissait à 157 € en moyenne pour les communes de la strate de Troyes, ce chiffre confirmant la maîtrise de l'endettement de la Ville sur la période. L'autofinancement (épargne nette) représente quant à lui 18,7% en moyenne sur la période, soit un montant de 3,801 millions d'euros.

La Ville aura par ailleurs mobilisé des ressources propres (FCTVA, produits des cessions...) à hauteur de 25,5%, contre 25,7% en moyenne pour les autres recettes d'investissement, dont les subventions d'équipement obtenues des différents partenaires financiers (Etat, collectivités locales...).

Différence entre les dépenses d'investissement et les recettes ayant participé à leur financement, la variation de l'excédent global de la Ville se caractérise par sa stabilité sur la période. Il s'établit ainsi à 196 000 € en moyenne entre 2009 et 2013, traduisant l'équilibre entre le besoin de financement de la Collectivité et les ressources mobilisées.

Le tableau suivant détaille la structure de chacun des postes cités précédemment et permet de mesurer leur poids respectif dans les dépenses et les recettes d'investissement ainsi que l'évolution de ce dernier sur la période.

<b>K€</b>	<b>CA 2009</b>	<b>CA 2010</b>	<b>CA 2011</b>	<b>CA 2012</b>	<b>CA 2013</b>
<b>Dépenses d'investissement hors dette</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
Dépenses d'équipement	99,9%	98,1%	97,9%	82,4%	93,9%
Dépenses directes d'équipement	97,1%	89,2%	94,0%	74,1%	77,3%
Dépenses indirectes (Fonds de concours + Subv. équipt versées)	2,8%	8,9%	3,8%	8,4%	16,7%
Opérations pour cpte de tiers (dép.)	0,1%	0,0%	1,5%	12,9%	5,8%
Dépenses financières d'inv.	0,0%	1,9%	0,6%	4,7%	0,3%
<b>Dép d'inv hors annuité en capital</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
<b>Epargne nette</b>	<b>3,6%</b>	<b>25,3%</b>	<b>20,7%</b>	<b>22,7%</b>	<b>26,1%</b>
<b>Ressources propres d'inv. (RPI)</b>	<b>23,1%</b>	<b>55,2%</b>	<b>24,7%</b>	<b>22,3%</b>	<b>15,1%</b>
FCTVA	17,4%	27,6%	7,2%	10,8%	11,5%
Produits des cessions	4,5%	24,5%	14,8%	4,1%	0,3%
Diverses RPI	1,2%	3,2%	2,7%	7,4%	3,3%
<b>Autres recettes d'investissement</b>	<b>53,6%</b>	<b>69,1%</b>	<b>55,7%</b>	<b>59,0%</b>	<b>51,5%</b>
Opérations pour cpte de tiers (rec.)	0,1%	0,0%	0,2%	12,8%	6,3%
Fonds affectés (amendes, ...)	4,4%	7,4%	5,2%	4,6%	5,4%
Subventions	15,9%	20,6%	16,6%	14,4%	15,4%
Emprunt	33,2%	41,1%	33,8%	27,2%	24,4%
<b>Financement de l'investissement</b>	<b>80,3%</b>	<b>149,7%</b>	<b>101,1%</b>	<b>103,9%</b>	<b>92,8%</b>

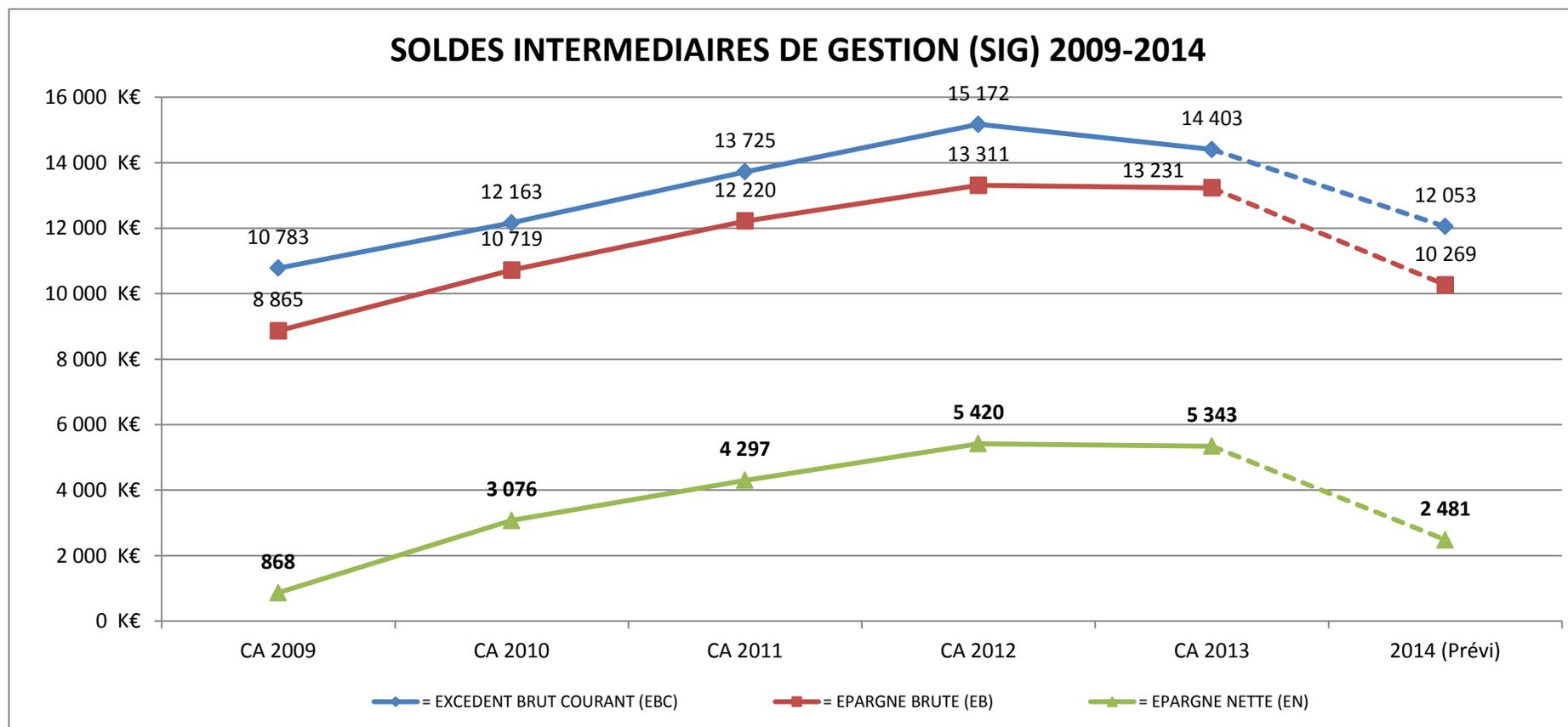
## C – SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION

CHAINE DE L'EPARGNE (k€)	CA 2009	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013	2014 (Prévi)
Produits de fonctionnement courant	79 770	81 079	82 979	86 509	81 943	80 939
- Charges de fonctionnement courant	68 987	68 916	69 254	71 337	67 540	68 886
<b>= EXCEDENT BRUT COURANT (EBC)</b>	<b>10 783</b>	<b>12 163</b>	<b>13 725</b>	<b>15 172</b>	<b>14 403</b>	<b>12 053</b>
<b>+ Solde exceptionnel large</b>	<b>207</b>	<b>567</b>	<b>529</b>	<b>61</b>	<b>578</b>	<b>-1</b>
= Produits exceptionnels larges*	480	728	855	172	808	100
- Charges exceptionnelles larges*	273	160	325	110	230	101
<b>= EPARGNE DE GESTION (EG)</b>	<b>10 991</b>	<b>12 730</b>	<b>14 254</b>	<b>15 233</b>	<b>14 980</b>	<b>12 052</b>
- Intérêts	2 126	2 011	2 034	1 923	1 749	1 783
<b>= EPARGNE BRUTE (EB)</b>	<b>8 865</b>	<b>10 719</b>	<b>12 220</b>	<b>13 311</b>	<b>13 231</b>	<b>10 269</b>
- Capital	7 996	7 643	7 923	7 891	7 888	7 788
<b>= EPARGNE NETTE (EN)</b>	<b>868</b>	<b>3 076</b>	<b>4 297</b>	<b>5 420</b>	<b>5 343</b>	<b>2 481</b>

\* y compris financiers hors intérêts (produits et charges) et provisions réelles (dotations et reprises)

Issus du rapprochement entre dépenses et recettes réelles de fonctionnement, les soldes intermédiaires de gestion permettent d'éclairer le mode de formation de l'autofinancement de la Collectivité destiné au financement de ses investissements. L'**autofinancement brut** (ou CAF brute), différence entre les recettes réelles et les dépenses réelles de fonctionnement, intérêts de la dette inclus, passe de 8,865 millions d'euros à **13,231 millions d'euros** entre 2009 et **2013**. La prise en compte du remboursement de la dette en capital permet de déterminer l'épargne nette (CAF nette), qui détermine la capacité de la collectivité à autofinancer ses investissements une fois l'annuité de la dette réglée. Cette **épargne nette** passe ainsi de 868 000 euros à **5,343 millions d'euros en 2013**, les **projections à 2014** la situant à **environ 2,5 millions d'euros, en raison principalement de la baisse attendue des dotations de l'Etat**. Cette progression de la CAF nette de la Ville traduit les efforts entrepris pour optimiser ses ressources de fonctionnement et dans le même temps maîtriser ses charges de gestion courante. Participe également à cette évolution positive de la CAF nette, la gestion active de la dette de la Ville conduisant sur la période à une maîtrise des appels à emprunts nouveaux permettant une baisse de l'annuité de la dette.

Le graphique ci-dessous décrit l'évolution des différents soldes intermédiaires de gestion sur la période 2009 à 2014 (anticipée).



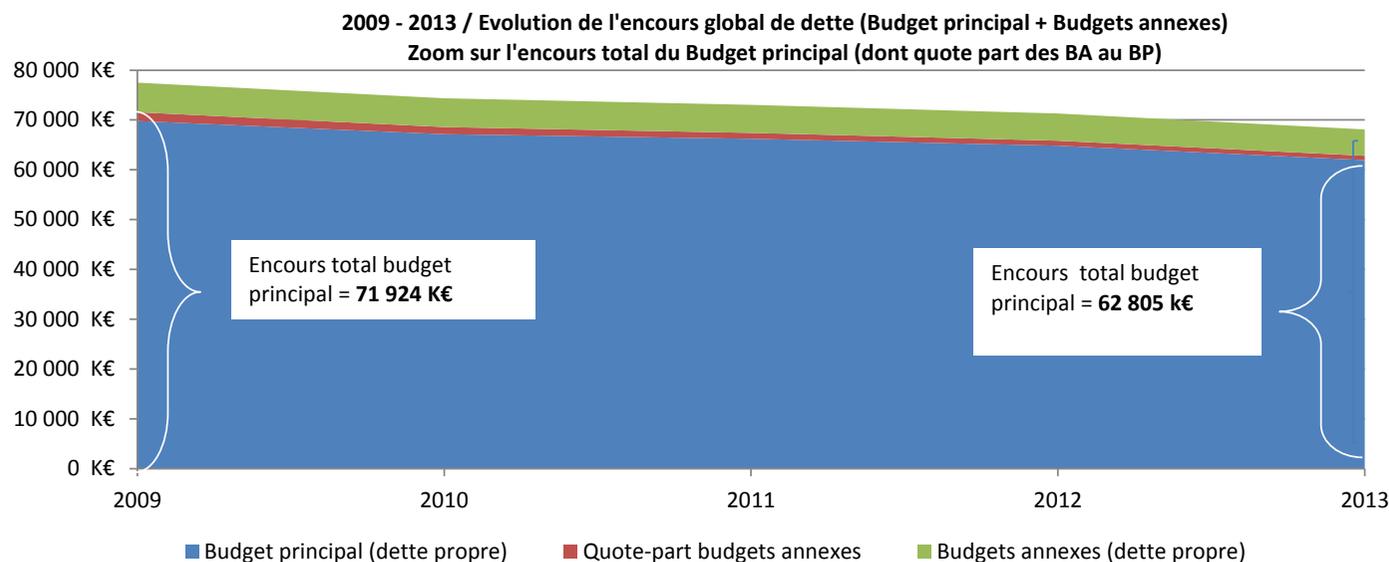
## D – ANALYSE DE LA DETTE

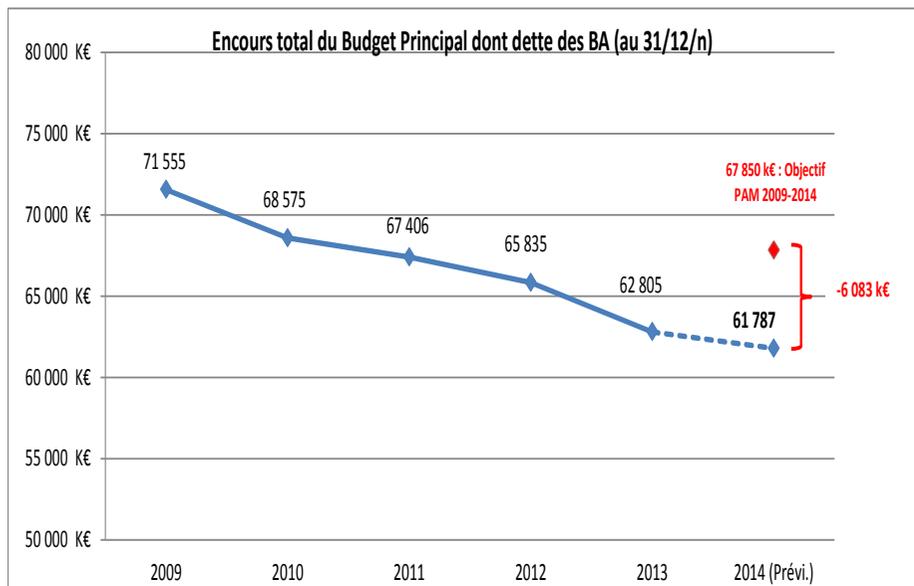
Le tableau ci-dessous reprend l'évolution de l'encours de dette depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005 et par anticipation jusqu'au 31 décembre 2014, pour la dette propre du Budget principal, la dette totale du Budget principal (incluant les flux depuis les Budgets annexes) ainsi que celle tous budgets, dette propre du budget annexe du stationnement payant inclus.

En milliers d'euros						
ANNEE	Dettes au 01/01/N	Rembt K	Emprunts nouveaux	Dettes au 31/12/N		
<b>Encours Budget principal dette propre</b>						
2005	75 618	6 863	5 449	74 204		
2006	74 204	5 908	6 590	74 886		
2007	74 886	7 237	4 500	72 149		
2008	72 149	7 865	5 500	69 784		
2009	69 784	8 000	8 000	69 784		
2010	69 785	7 647	5 000	67 138		
2011	67 138	7 923	7 000	66 215		
2012	66 215	7 891	6 500	64 824	Ecart au 01/01/2009	Ecart au 01/01/2005
2013	64 824	7 888	5 000	61 936	-7 848 -11%	-13 682 -14%
2014	61 936	7 788	7 000	61 148	-8 636 -12%	-14 470 -19%
Rappel objectif P.A.M 2014				67 211	soit	-6 063 -9,0%
<b>Encours total Budget principal (dont dette des BA)</b>						
2005	80 949	8 289	7 000	79 660		
2006	79 660	8 073	6 590	78 177		
2007	78 177	8 034	4 500	74 643		
2008	74 643	8 219	5 500	71 924		
2009	71 924	8 369	8 000	71 555		
2010	71 555	7 981	5 000	68 575		
2011	68 575	8 169	7 000	67 406		
2012	67 406	8 071	6 500	65 835	Ecart au 01/01/2009	Ecart au 01/01/2005
2013	65 835	8 030	5 000	62 805	-9 119 -13%	-18 144 -19%
2014	62 805	8 018	7 000	61 787	-10 137 -14%	-19 162 -24%
Rappel objectif P.A.M 2014				67 850	soit	-6 063 -8,9%
<b>Encours total tous budgets (dont dette propre du BA stat.)</b>						
2005	80 949	8 289	7 000	79 660		
2006	79 660	8 073	10 590	82 177		
2007	82 177	8 034	4 500	78 643		
2008	78 643	8 225	7 650	78 068		
2009	78 068	8 578	8 000	77 490		
2010	77 490	8 131	5 000	74 359		
2011	74 358	8 326	7 000	73 032		
2012	73 032	8 235	6 500	71 297	Ecart au 01/01/2009	Ecart au 01/01/2005
2013	71 297	8 201	5 000	68 096	-9 972 -13%	-12 853 -12%
2014	68 096	8 197	7 000	66 899	-11 169 -14%	-14 050 -17%
Rappel objectif P.A.M 2014				72 964	soit	-6 065 -8,3%

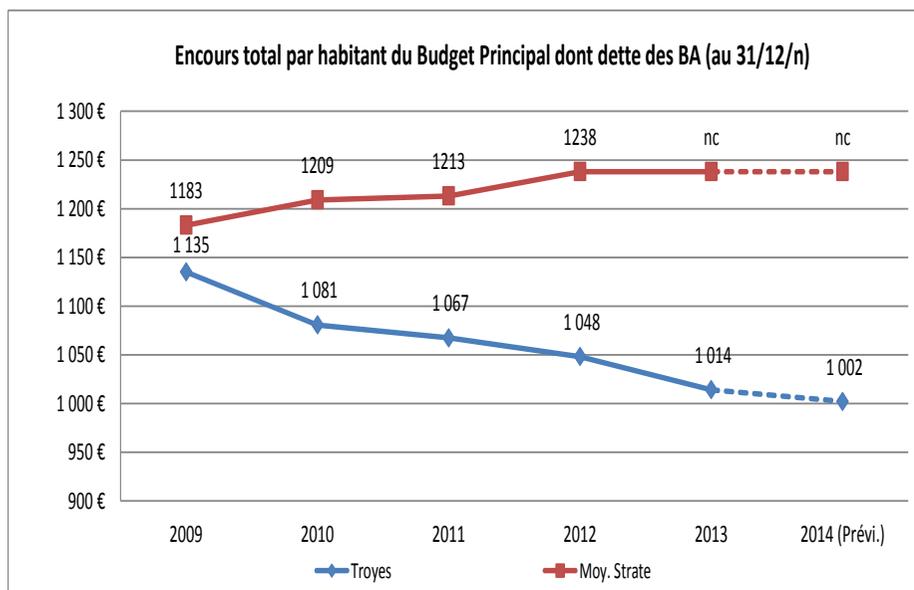
L'analyse du tableau ci-dessous confirme le désendettement de la Ville observé **depuis 2005**, l'encours de la dette totale du Budget principal (incluant l'encours de dette des budgets annexes auprès du Budget principal) ayant été ramené de 80,949 millions d'euros au 1<sup>er</sup> janvier 2005 à **62,805 millions d'euros au 31 décembre 2013**, soit **- 18,144 millions d'euros (-19%)** sur cette période et **- 9,119 millions d'euros (-13%) depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009**. Cette évolution a été rendue possible grâce au flux net d'emprunt observé sur la période, le remboursement du capital étant supérieur aux emprunts nouveaux. **Par anticipation, au 31 décembre 2014**, l'encours total du Budget principal serait de **61,787 millions d'euros**, soit **6,063 millions inférieurs à l'estimation figurant dans le Plan d'Action Municipale (P.A.M.) établi pour la période 2009-2014**, représentant **-8,9%** par rapport aux objectifs fixés à l'époque.

Le graphique ci-dessous retrace l'**évolution de l'encours total de la dette tous budgets confondus** (Budget principal, quote-part des Budgets annexes sur le Budget principal et dette propre du Budget annexe du Stationnement payant) sur la période. Il est rappelé qu'en termes de méthode, les Budgets annexes doivent par nature s'auto-équibrer ou s'autofinancer, ce qui conduit généralement en analyse financière à retraiter les données de ces Budgets identifiés à part pour ne retenir que celles du Budget principal.



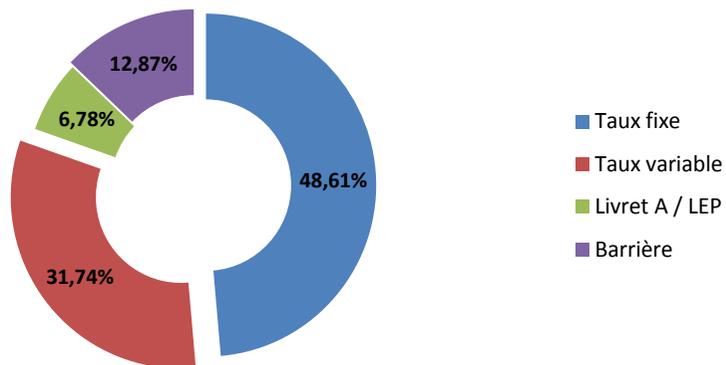


Le graphique ci-contre met en évidence **l'impact du désendettement sur l'encours total du Budget principal** (dont quote-part des Budgets annexes), comparativement aux objectifs fixés dans le Plan d'Action Municipale 2009-2014. Cet encours a ainsi été ramené de **71,555 millions d'euros** à **61,787 millions d'euros** entre le 31 décembre 2009 et, par anticipation, le 31 décembre 2014, soit environ - 6,083 millions d'euros.



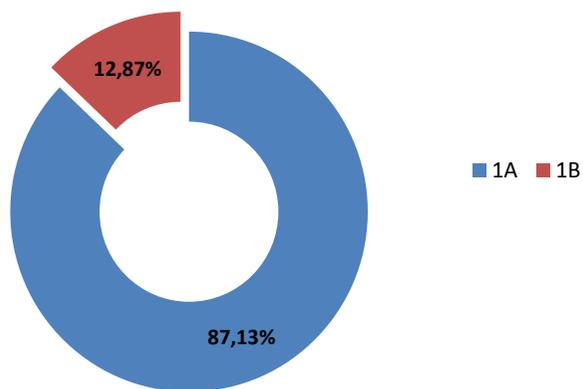
Conséquence de ce désendettement, **l'encours de dette total du Budget principal (dont quote-part des Budgets annexes) par habitant**, a quant à lui été ramené de **1 135 €** au 31 décembre 2009 à **1 014 €** au 31 décembre 2013, contre **1 238 €** par habitant pour la **moyenne de la strate** (Source DGCL 2012). Par anticipation, ce ratio devrait se situer à **1 000 € (1 002 €)** par habitant au 31 décembre 2014, 992 € en considérant le seul encours de la dette propre du Budget principal.

CA 2013 - Structure de la dette du Budget principal

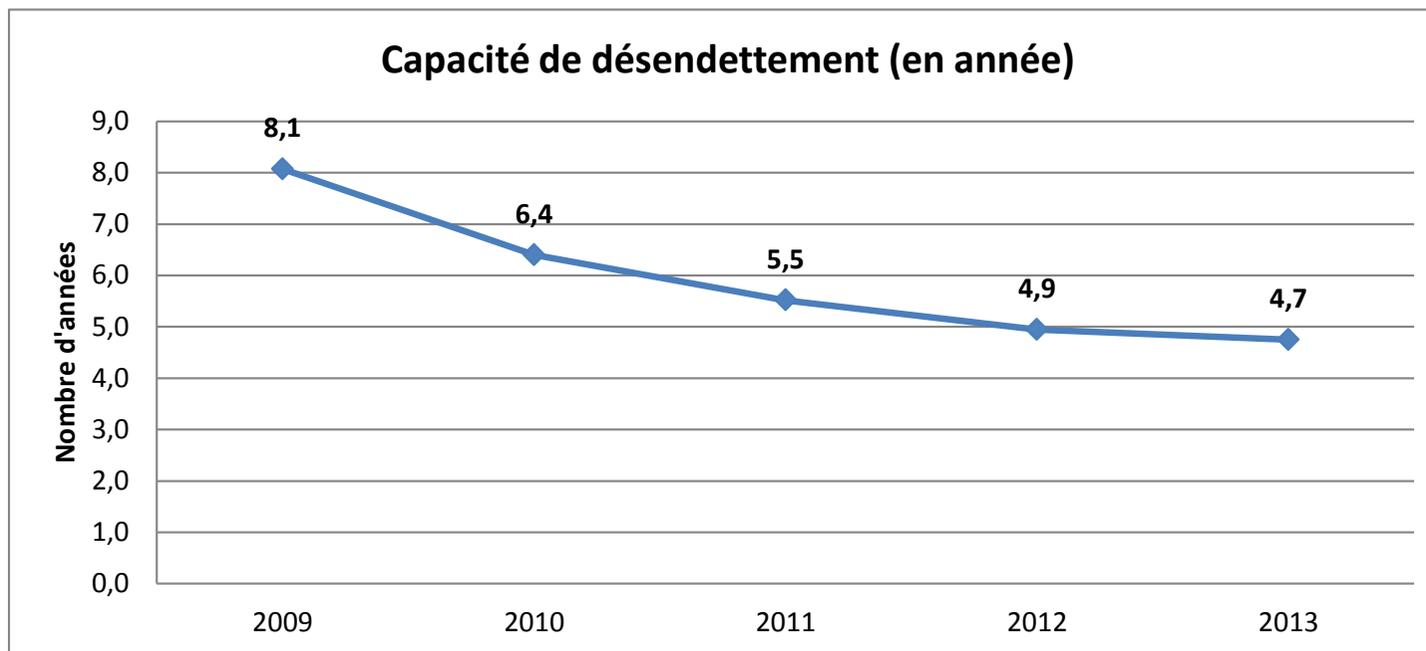


S'agissant de la structure de sa dette, la Ville dispose d'un encours détenu majoritairement à **taux fixe** représentant **62,48%** du total (dont 48,61% à taux « fixe fort » synonyme de stabilité du taux payé et 12,87% en produits à barrière de type taux fixes bonifiés sur Euribor) contre **38,52%** à **taux indexés** sur des index monétaires courants de la zone euro et sur du Livret A / LEP.

CA 2013 - Encours de dette du Budget principal selon la Charte "Gissler"



Les choix de gestion opérés permettent par ailleurs un classement de **87,13%** de l'encours total du Budget principal (54,721 millions d'euros) en **risque 1A** et **12,87%** (8,084 millions d'euros) en **1B**, soit sur les risques les moins élevés de la **Charte de bonne conduite « Gissler »**. La totalité de l'encours de dette propre du Budget annexe Stationnement (5,292 millions d'euros) se situe quant à elle en risque 1A.



L'amélioration de l'encours de dette et de l'épargne brute permet à la Ville d'afficher une **capacité de désendettement**, correspondant au nombre d'années nécessaires au remboursement de la dette (encours total de dette du Budget principal) par le seul excédent de fonctionnement et déterminée par le rapport entre ces deux variables, de **4 ans et 9 mois**, inférieure au premier seuil d'alerte fixé à 10 ans.

Enfin, au 31 décembre 2013, le **taux moyen** de la dette est de **2,83%** (contre 2,95 % au 31 décembre 2012), sa **durée résiduelle moyenne** (durée restant avant l'extinction totale de la dette) s'établissant à **8 ans et 10 mois**.

## E – RATIOS REGLEMENTAIRES D'ANALYSE FINANCIERE

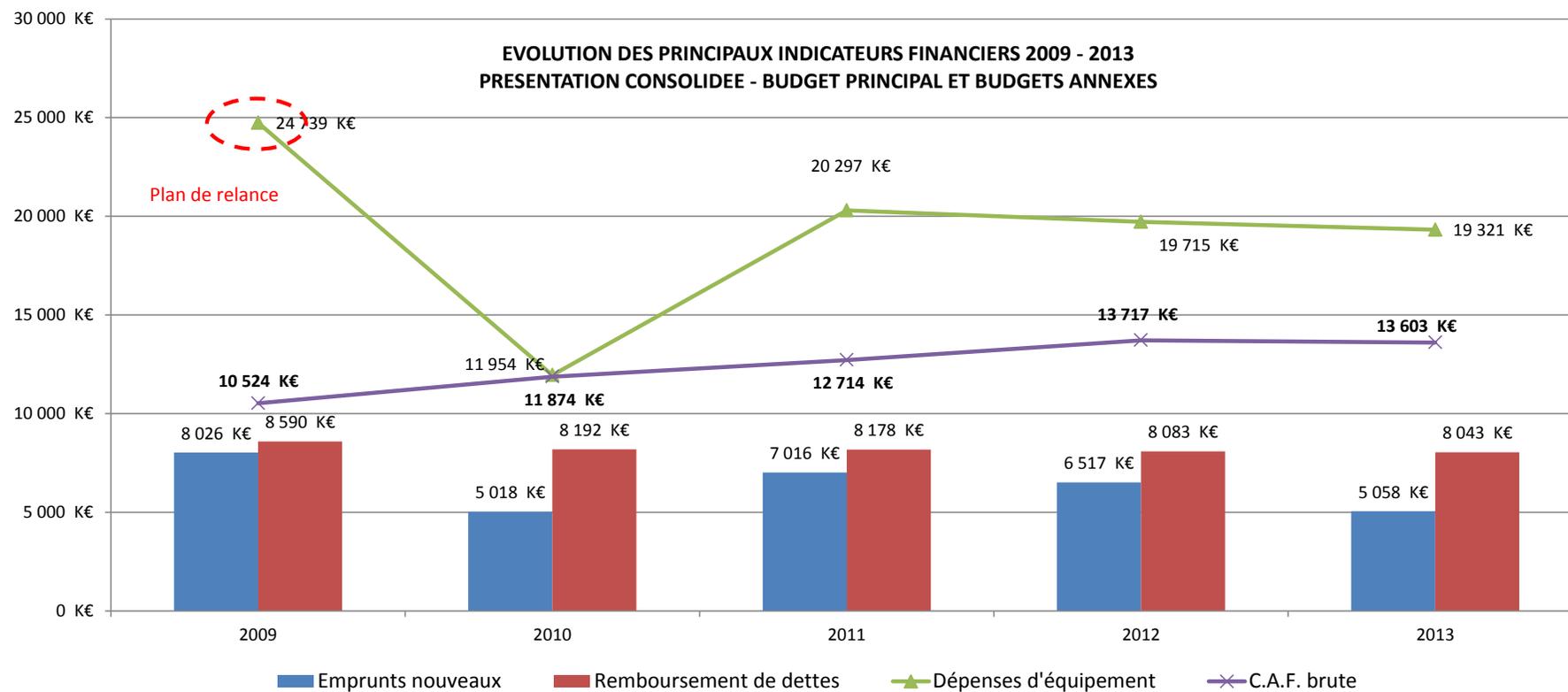
Le tableau ci-dessous décrit sur la période 2009/2013 l'**évolution de l'ensemble des ratios financiers réglementaires** (en euro par habitant et en %) figurant à l'article R. 2313-1 du code général des collectivités territoriales. Les éléments y figurant confirment la **bonne santé financière de la Ville**. C'est le cas en particulier de la **maîtrise des dépenses de fonctionnement courant** (ratio 1 « Dépenses réelles de fonctionnement par habitant » à 1 112 € en 2013, contre 1 370 € pour la moyenne de la strate ou des **ratios de dette** (ratios 5 « Encours de dette par habitant » et 10 « Encours de dette sur Recettes réelles de fonctionnement »), conformément à ce qui a été développé plus haut. Le niveau des dépenses d'équipement (ratio 4 « Dépenses d'équipement brut par habitant ») s'explique par l'achèvement des principales opérations d'investissement programmées sur le précédent mandat. Le montant des charges de personnel rapporté aux dépenses réelles de fonctionnement (ratio n°7) doit être rapproché de l'évolution des charges développée au point A-2, les charges de fonctionnement (dénominateur du ratio) diminuant sensiblement entre 2012 et 2013.

### RATIOS FINANCIERS

		CA 2009	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013	Moy. Strate (*)
€/ habitant	1 - DRF hs travaux en régie / Population	1 134	1 121	1 135	1 169	1 112	1 370
	2 - Produit 4T hs revers TP / Population	406	411	423	438	457	527
	2bis -Produit 4T yc revers TP / Population	552	558	570	615	641	-
	3 - Recettes réelles fct / Population	1 292	1 337	1 377	1 396	1 338	1 491
	4 - Dépenses d'équipt brut / Population	371	171	314	331	285	366
	5 - Encours de dette (31/12) / Population	1 135	1 081	1 067	1 048	1 014	1 238
6 - DGF / Population	326	330	333	343	360	282	
%	7 - Charges personnel / Dép. réelles fct	57%	59%	59%	56%	61%	54%
	8bis - Coeff. mobilisation du PF élargi	83%	66%	80%	80%	87%	105%
	9 - DRF yc remb. dette / RRF	98%	93%	92%	93%	92%	99%
	10 - Dette totale (31/12) / RRF	88%	81%	78%	75%	76%	83%
	11 - Dép. d'équipt brut / RRF	29%	13%	23%	24%	21%	25%

(\*) Source DGCL - "Les finances des communes de 10 000 habitants et plus en 2012".  
Communes appartenant à une CA à FPU

En conclusion, le **graphique** ci-dessous présente de manière synthétique l'évolution consolidée (Budget principal et budgets annexes) de l'ensemble des indicateurs financiers évoqués précédemment.



**EXECUTION BUDGETAIRE 2013**  
**TABLEAUX SYNTHETIQUES ET COMMENTAIRES**

## TABLEAU I - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET PRINCIPAL - VUE D'ENSEMBLE

(d'après le document technique du CA 2013 - tableau II A.1)

		DEPENSES		RECETTES		SOLDE
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	72 043 680,07	G	83 706 979,07	11 663 299,00
	Section d'investissement	B	34 348 669,97	H	29 809 952,85	-4 538 717,12
REPORTS DE L'EXERCICE 2012	Reports en section de fonctionnement (002)	C		I	11 602 400,25	11 602 400,25
	Reports en section d'investissement (001)	D (si déficit)	9 910 701,63	J (si excédent)		-9 910 701,63
<b>TOTAL (réalisations + reports)</b>		=A+B+C+D	<b>116 303 051,67</b>	=G+H+I+J	<b>125 119 332,17</b>	<b>8 816 280,50</b>
RESTES A REALISER A REPORTER EN 2013	Section de fonctionnement	E	336 204,52	K	87 744,11	-248 460,41
	Section d'investissement	F	7 675 133,63	L	4 179 732,62	-3 495 401,01
<b>TOTAL des restes à réaliser à reporter en 2013</b>		=E+F	<b>8 011 338,15</b>	=K+L	<b>4 267 476,73</b>	<b>-3 743 861,42</b>
RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	=A+C+E	72 379 884,59	=G+I+K	95 397 123,43	23 017 238,84
	Section d'investissement	=B+D+F	51 934 505,23	=H+J+L	33 989 685,47	-17 944 819,76
<b>TOTAL CUMULE</b>		= A+B+C+D+E+F	<b>124 314 389,82</b>	=G+H+I+J+K+L	<b>129 386 808,90</b>	<b>5 072 419,08</b>
<b>RESULTAT CUMULE AU 31/12/2013</b>		<b>EXCEDENT</b>	<b>5 072 419,08</b>			
RAPPEL AU 31/12/2012		EXCEDENT	11 225 861,90			

## A – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET PRINCIPAL - VUE D'ENSEMBLE

L'analyse de l'**exécution du Budget pour 2013** se fait à l'aide de différents tableaux inspirés du document technique du Compte administratif. La présentation est basée sur les quatre grandes masses budgétaires, les dépenses et les recettes, en fonctionnement et en investissement. Une vue d'ensemble est proposée dans le premier tableau et une vue consolidée du budget principal et des budgets annexes est affichée dans le dernier.

Dans un premier temps, le **tableau I** offre une vision d'ensemble de l'exécution de l'exercice 2013.

Ainsi, en ce qui concerne **les dépenses**, **72 043 680,07 €** ont été réalisés en fonctionnement et **34 348 669,97 €** en investissement.

Aux réalisations de l'exercice, il convient d'ajouter le **déficit de 2012** reporté sur 2013 pour un montant de **9 910 701,63 €**. Afin d'être complet sur le volet des dépenses, **336 204,52 €** en fonctionnement et **7 675 133,63 €** en investissement viennent alimenter les restes à réaliser. Il s'agit d'engagements financiers pour lesquels le « service n'a pas été constaté au 31/12/2012 » et qu'il est nécessaire de reporter en 2013, conformément aux règles de la comptabilité publique.

Au total, en **dépenses** la section de **fonctionnement** est affichée à **72 379 884,59 €**, contre **51 934 505,23 €** pour la section d'**investissement**, soit un total cumulé de **124 314 389,82 €**.

Selon la même logique en recettes, les **réalisations** de l'exercice s'élèvent à **83 706 979,07 € en fonctionnement** et à **29 809 952,85 € en investissement**. En fonctionnement, le **résultat excédentaire de 2012** est reporté en recette pour **11 602 400,25 €**.

Les **restes à réaliser**, engagements reçus par les financeurs en attente de versement, ressortent à **87 744,11 € en fonctionnement** et à **4 179 732,62 € en investissement**.

Le montant cumulé des recettes est ainsi porté à **129 386 808,90 €** pour 2013, **95 397 123,43 € en fonctionnement** et **33 989 685,47 € en investissement**. Le résultat cumulé au **31 décembre 2013** est donc excédentaire de **5 072 419,08 €**.

Ce résultat est détaillé dans les quatre tableaux suivants, portant respectivement sur les dépenses et les recettes des sections de fonctionnement et d'investissement.

## TABLEAU II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET PRINCIPAL - DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

(d'après le document technique du CA 2013 - tableau II A.2)

	CREDITS OUVERTS (BP+DM+RAR N-1)	CREDITS EMPLOYES (ou restant à employer)		TAUX DE REALISATION
		MANDATS EMIS (1)	RESTES A REALISER AU 31/12	
<b>011 CHARGES A CARACTERE GENERAL</b>	<b>17 300 449,73</b>	<b>15 841 554,43</b>	<b>328 863,70</b>	<b>91,57%</b>
achats de fournitures et prestations	8 676 398,77	8 448 808,97		97,38%
services extérieurs	8 204 696,81	7 010 672,94	328 863,70	85,45%
impôts et taxes	419 354,15	382 072,52		91,11%
<b>012 CHARGES DE PERSONNEL</b>	<b>43 145 853,00</b>	<b>42 552 422,20</b>		<b>98,62%</b>
permanents	40 857 798,00	40 536 974,70		99,21%
vacataires (dont emplois d'insertion)	2 288 055,00	2 015 447,50		88,09%
<b>014 ATTENUATION DE PRODUITS</b>	<b>179 700,00</b>	<b>179 700,00</b>		<b>100,00%</b>
<b>65 AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE</b>	<b>9 212 915,00</b>	<b>8 966 772,65</b>		<b>97,33%</b>
contingents et participations	752 628,43	698 566,28		92,82%
subventions aux associations	3 252 528,00	3 220 594,65		99,02%
contributions aux EPA	4 384 448,00	4 298 000,00		98,03%
charges diverses	823 310,57	749 611,72		91,05%
<b>SOUS-TOTAL DES DEPENSES DE GESTION COURANTE</b>	<b>69 838 917,73</b>	<b>67 540 449,28</b>	<b>328 863,70</b>	<b>96,71%</b>
<b>66 CHARGES FINANCIERES</b>	<b>2 050 000,00</b>	<b>1 786 271,53</b>		<b>87,14%</b>
<b>67 CHARGES EXCEPTIONNELLES (2)</b>	<b>6 187 021,90</b>	<b>229 580,59</b>		<b>3,71%</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>78 075 939,63</b>	<b>69 556 301,40</b>	<b>328 863,70</b>	<b>89,09%</b>
Hors Charges exceptionnelles (67)	71 888 917,73	69 326 720,81	328 863,70	96,44%
<b>023 Virement à la section d'investissement</b>	<b>14 284 510,00</b>			
<b>042 Opé. d'ordre de transferts entre sections</b>	<b>2 841 911,86</b>	<b>2 487 378,67</b>		<b>87,52%</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>17 126 421,86</b>	<b>2 487 378,67</b>	<b>0,00</b>	<b>14,52%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>95 202 361,49</b>	<b>72 043 680,07</b>	<b>328 863,70</b>	<b>75,67%</b>
<b>TAUX DE REALISATION HORS 023 - Virement à la section d'investissement</b>				<b>89,03%</b>
<b>TAUX DE REALISATION HORS 023 et hors Charges exceptionnelles</b>				<b>96,10%</b>

## B – SECTION DE FONCTIONNEMENT

Dans un premier temps, le **tableau II** fait ressortir les dépenses de fonctionnement, dépenses nécessaires à l'activité des services municipaux, en faveur du personnel territorial ou des fournisseurs de biens et services.

Les **charges à caractère général**, poste dans lequel sont imputés tous les achats de biens et services et les impôts dont la collectivité est redevable, sont contenues à moins de 92 % des crédits octroyés pour un montant de **15 841 554,43 €**.

Dans le détail, les achats de fournitures et de prestations pour un montant de **8 448 808,97 €** représentent 97,38 % des crédits votés. Les services extérieurs sont affichés à **7 010 672,94 €**, en raison du caractère aléatoire des dépenses d'entretien, de réparation et de maintenance, représentant 85,45 % des prévisions. Enfin les impôts et taxes, basés sur la valeur du patrimoine foncier de la collectivité, n'ont employé que 91,11 % des sommes disponibles, soit **382 072,52 €**.

Les **charges de personnel** pour un montant de **42 552 422,20 €**, se répartissent entre la rémunération des permanents pour **40 536 974,70 €** et le recours aux vacataires pour **2 015 447,50 €**.

Les **atténuations de produits** comptabilisent, pour cette année uniquement, une régularisation auprès de l'Agence de l'Eau Seine Normandie de la redevance de pollution domestique d'un montant de 144 000 € sur la période 2004-2007.

Les **autres charges de gestion courante** pour un montant de **8 966 772,65 €** regroupent, la contribution au SDEA, et la participation aux salaires de la prévention spécialisée pour **698 566,28 €**, les subventions aux associations pour **3 222 594,65 €**, la contribution au CMAS (2 300 000 €) et à la Maison du Boulanger (1 998 000 €) pour un total de **4 298 000 €** et les charges diverses pour **749 611,72 €** composées des admissions en non-valeur (titres non recouvrables par le comptable) et des indemnités versées aux élus.

Ainsi, les **dépenses de gestion** courante ressortent ainsi à **67 540 449,28 €** soit 96,71 % des sommes prévisionnelles.

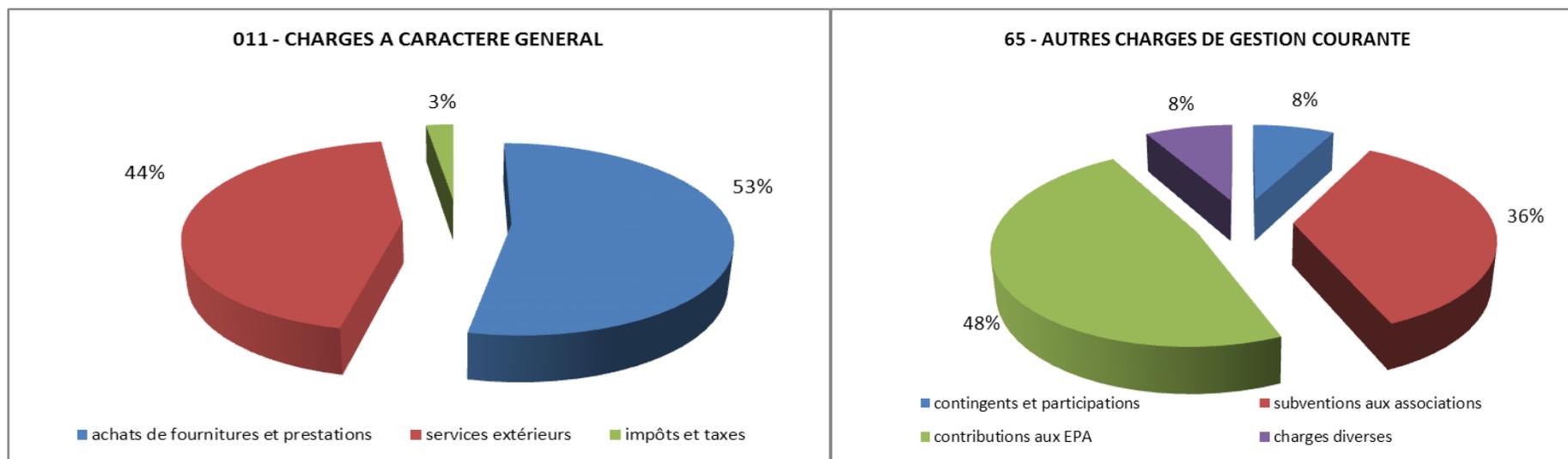
Les **charges financières**, correspondant aux intérêts de la dette. Après une baisse de 5 % en 2012, 2013 enregistre une nouvelle diminution par rapport à 2012 de 10%. Ainsi le montant 2013 s'établit-il à **1 786 271,53 €**, soit 87,14 % seulement du besoin initial.

Les **charges exceptionnelles** intègrent au niveau des crédits ouverts la part du résultat 2012 non utilisé. Ceci explique le faible taux de réalisation de 3,71 % sur ce chapitre.

Le montant des **dépenses réelles de fonctionnement** s'élève ainsi pour 2013 à **69 556 301,40 €** avec un taux de réalisation corrigé des dépenses exceptionnelles de **96,44 %**.

Après constatation des écritures d'ordre pour **2 487 378,67 €**, le total **des dépenses de fonctionnement**, affiche un montant pour **2013** de **72 043 680,07 €** soit une hausse de 2,03 % à périmètre constant, en cohérence avec l'évolution naturelle de la masse salariale.

Les **deux graphiques** suivants présentent le détail des chapitres 011 et 65 qui regroupent, hormis les dépenses de personnel (012), l'essentiel des dépenses de fonctionnement.



### TABLEAU III - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET PRINCIPAL - RECETTES DE FONCTIONNEMENT

(d'après le document technique du CA 2013 - tableau II A.2)

	CREDITS OUVERTS (BP+DM+RAR N-1)	CREDITS EMPLOYES (ou restant à employer)		TAUX DE REALISATION
		TITRES EMIS (1)	RESTES A REALISER AU 31/12	
<b>013 ATTENUATIONS DE CHARGES</b>	<b>39 200,00</b>	<b>40 365,88</b>		<b>102,97%</b>
<b>70 PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTE</b>	<b>6 685 235,00</b>	<b>6 597 712,69</b>	<b>3 264,45</b>	<b>98,69%</b>
utilisation du domaine	1 132 750,00	1 166 767,25		103,00%
services à caractère culturel	615 000,00	663 777,51		107,93%
services à caractère sportif et de loisirs	611 000,00	559 020,86		91,49%
services à caractère social	1 435 000,00	1 442 222,50	1 356,17	100,50%
services à caractère périscolaire et d'enseignement	980 600,00	969 203,40		98,84%
autres produits	1 910 885,00	1 796 721,17	1 908,28	94,03%
<b>73 IMPOTS ET TAXES</b>	<b>43 025 495,00</b>	<b>43 083 323,31</b>		<b>100,13%</b>
impôts locaux	28 300 970,00	28 300 683,00		100,00%
autres impôts et taxes	3 303 220,00	3 361 336,31		101,76%
dotations Grand Troyes	11 421 305,00	11 421 304,00		100,00%
<b>74 DOTATIONS ET PARTICIPATIONS</b>	<b>30 849 404,38</b>	<b>30 891 287,01</b>	<b>84 149,66</b>	<b>100,14%</b>
dotation globale de fonctionnement et DSU	21 322 680,00	21 323 318,83		100,00%
autres dotations	170 300,00	165 040,00		96,91%
allocations de compensation et péréquation	4 027 780,00	4 238 244,00		105,23%
subventions et participations	5 328 644,38	5 164 684,18	84 149,66	96,92%
<b>75 AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE</b>	<b>1 254 000,00</b>	<b>1 330 331,51</b>	<b>330,00</b>	<b>106,09%</b>
revenus des immeubles	984 000,00	1 052 163,40	330,00	106,93%
redevances versées par les délégataires de services	270 000,00	278 168,11		103,03%
<b>SOUS-TOTAL DES RECETTES DE GESTION COURANTE</b>	<b>81 853 334,38</b>	<b>81 943 020,40</b>	<b>87 744,11</b>	<b>100,11%</b>
<b>76 PRODUITS FINANCIERS</b>	<b>41 800,00</b>	<b>36 362,14</b>		<b>86,99%</b>
<b>77 PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>826 697,00</b>	<b>875 055,84</b>		<b>105,85%</b>
<b>TOTAL DES RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>82 721 831,38</b>	<b>82 854 438,38</b>	<b>87 744,11</b>	<b>100,16%</b>
<b>042 Opé. d'ordre de transferts entre sections</b>	<b>878 129,86</b>	<b>852 540,69</b>		<b>97,09%</b>
<b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>878 129,86</b>	<b>852 540,69</b>	<b>0,00</b>	<b>97,09%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>83 599 961,24</b>	<b>83 706 979,07</b>	<b>87 744,11</b>	<b>100,13%</b>
<b>Pour information</b>				
<b>R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1</b>	<b>11 502 400,25</b>			

La totalité des dépenses de fonctionnement sont financées soit par des ressources propres de la collectivité, soit par des dotations de l'Etat et du Grand Troyes, soit par des participations de différents partenaires tels que la Caisse d'Allocations familiales. Le **tableau III** détaille ainsi l'ensemble des recettes de fonctionnement.

Dans un premier temps, les ressources propres de la collectivité sont comptabilisées au travers des produits des services et du domaine, les impôts et taxes, et les autres produits de gestions courantes.

Les **produits des services et du domaine**, recettes encaissées auprès des usagers en contrepartie de l'utilisation des services publics gérés par la Ville de Troyes (Musées, Piscines, crèches, conservatoire, restauration scolaire, ...) représentent **6 597 712,69 €** en 2013.

Les **impôts et taxes** d'un montant de **43 083 323,31 €** sont composés des impôts locaux (les trois taxes « ménages » : taxe d'habitation, taxe sur le foncier bâti et taxe sur le foncier non bâti) pour **28 300 683 €**, des autres impôts et taxes (droit de mutation, taxe sur l'électricité, ...) pour **3 361 336,31 €** et enfin des dotations du Grand Troyes (attribution de compensation, fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales, dotation de solidarité communautaire) pour **11 421 304 €**.

Le dernier poste constituant les ressources propres de la collectivité, les **autres produits de gestion courante**, est constitué des revenus de mise à disposition du patrimoine immobilier de la collectivité et des délégations de service public (camping municipal et eau potable) pour un montant total de 1 330 331,51 €.

En complément, la collectivité reçoit des dotations et participations de l'Etat, d'autres collectivités ou encore des partenaires sociaux.

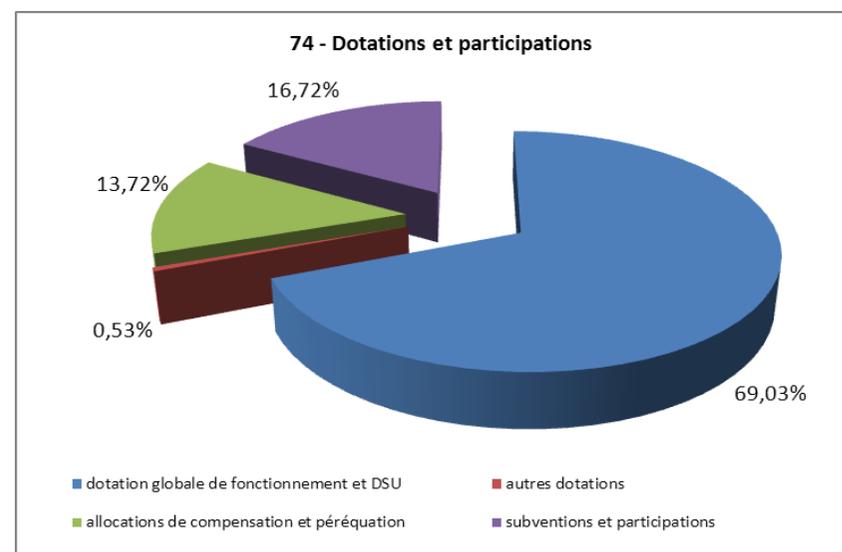
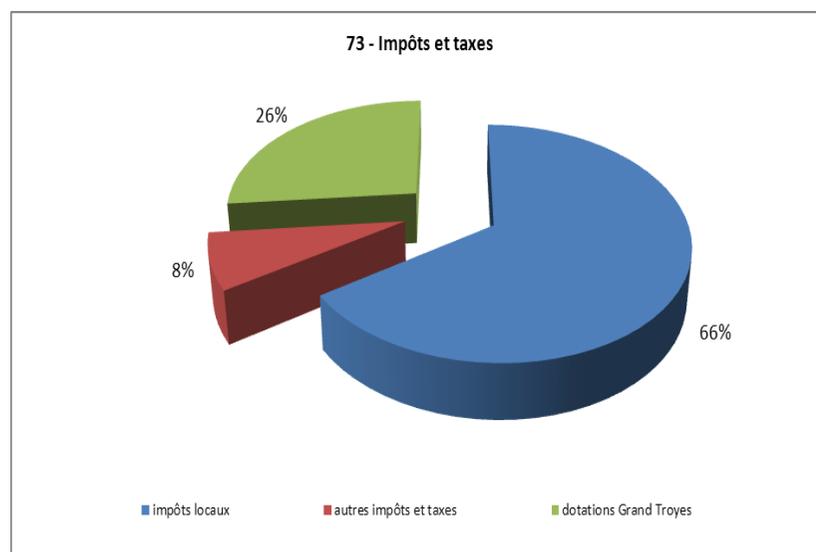
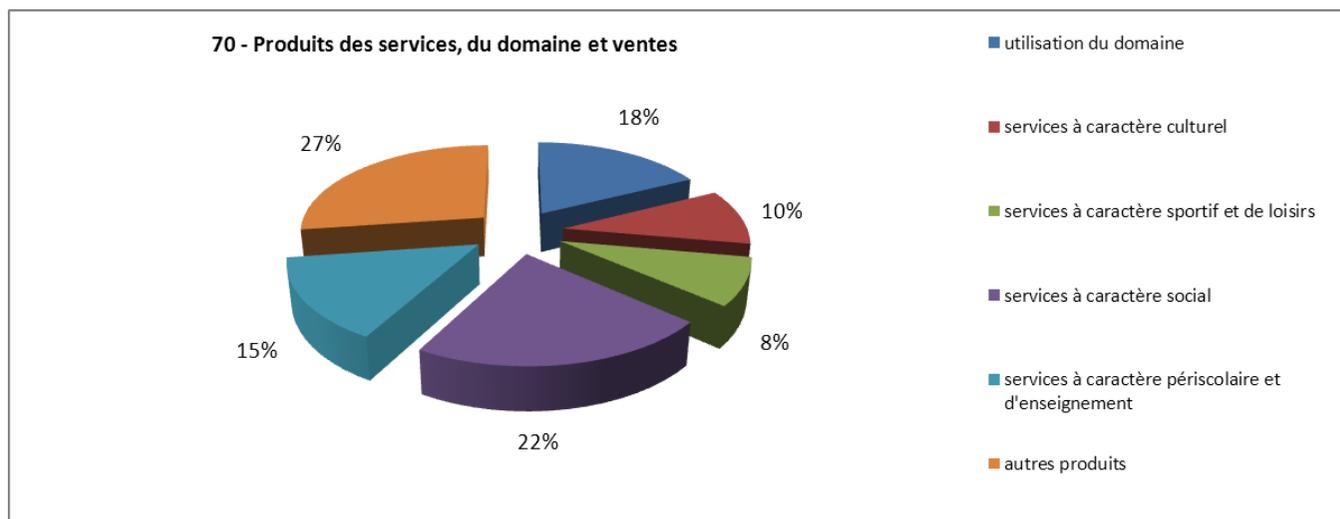
Ainsi, la Ville de Troyes a-t-elle encaissé, en 2013, **21 323 318,83 €** au titre de la **dotation globale de fonctionnement** et **4 238 244 €** relatifs aux **allocations de compensation et de péréquation**. Par ailleurs, la Caisse d'Allocations Familiales, contribue au financement des services publics à caractère familial (crèche, accueil de mineur, ...) pour plus de 3 400 000 €. Ainsi les subventions et participations s'élèvent-elles en 2013 à **5 164 684,18 €**.

Au total, avec un taux de réalisation de plus de 100 % les **recettes de gestion courante** atteignent **81 943 020,40 €**.

En ajoutant les **produits financiers** et le produit des **cessions d'immobilisation** (produits exceptionnels), les recettes réelles de fonctionnement affichent une réalisation de **82 854 438,38 €**

Enfin après intégration des opérations comptables de transferts entre sections, le montant **total des recettes de fonctionnement** ressort à **83 706 979,07 €** en 2013, avec une évolution à périmètre constant, de 2,12 %, plus favorable que l'évolution des dépenses.

Les **trois graphiques** suivants permettent de détailler la répartition de ces recettes, en fonction de leur provenance.



## TABLEAU IV - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET PRINCIPAL - DEPENSES D'INVESTISSEMENT

(d'après le document technique du CA 2013 - tableau II A.3)

	CREDITS OUVERTS (BP+DM+RAR N-1)	CREDITS EMPLOYES (ou restant à employer)		TAUX DE REALISATION	
		MANDATS EMIS	RESTES A REALISER AU 31/12	/ MANDATS EMIS	/ MANDATS EMIS + RàR
<b>20 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (sauf 204)</b>	<b>1 032 164,47</b>	<b>634 812,29</b>	<b>236 614,13</b>	<b>61,50%</b>	<b>84,43%</b>
<b>204 SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES</b>	<b>6 354 873,12</b>	<b>3 408 338,31</b>	<b>2 443 661,77</b>	<b>53,63%</b>	<b>92,09%</b>
aux organismes publics	4 182 254,92	2 695 642,71	1 038 982,43	64,45%	
aux personnes privées	2 172 618,20	712 695,60	1 404 679,34	32,80%	
<b>21 IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>3 071 332,21</b>	<b>1 890 682,96</b>	<b>589 380,02</b>	<b>61,56%</b>	<b>80,75%</b>
terrains et bâtiments	743 512,60	387 961,66	74 133,76	52,18%	
matériels et mobilier	2 254 095,10	1 435 625,19	508 621,17	63,69%	
autres	73 724,51	67 096,11	6 625,09	91,01%	
<b>23 IMMOBILISATIONS EN COURS</b>	<b>19 985 404,34</b>	<b>13 292 317,61</b>	<b>4 337 477,08</b>	<b>66,51%</b>	<b>88,21%</b>
bâtiments	10 800 492,27	6 331 625,31	2 948 987,45	58,62%	
voirie	5 003 627,06	4 105 450,90	666 847,33	82,05%	
aménagement urbain	3 839 751,83	2 710 873,69	579 375,54	70,60%	
autres	341 533,18	144 367,71	142 266,76	42,27%	
<b>SOUS-TOTAL DES DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>	<b>30 443 774,14</b>	<b>19 226 151,17</b>	<b>7 607 133,00</b>	<b>63,15%</b>	<b>88,14%</b>
<b>10 DOT., FONDS DIVERS ET RESERVES (hors 1068)</b>	<b>6 360,00</b>	<b>6 353,34</b>		<b>99,90%</b>	<b>99,90%</b>
<b>13 SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT</b>	<b>12 500,00</b>	<b>12 500,00</b>		<b>100,00%</b>	<b>100,00%</b>
<b>16 EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES</b>	<b>12 825 240,00</b>	<b>12 820 498,66</b>		<b>99,96%</b>	<b>99,96%</b>
Emprunts en Euros	8 030 000,00	8 029 872,94		100,00%	
Opérations afférentes à l'option de tirage sur ligne de trésorerie	4 777 240,00	4 777 240,00		100,00%	
Dépôts et cautionnements	18 000,00	13 385,72		74,37%	
<b>26 PART. ET CREANCES RATT. A DES PARTICIPATIONS</b>					
<b>27 AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>	<b>22 820,00</b>	<b>21 455,00</b>		<b>94,02%</b>	<b>94,02%</b>
<b>SOUS-TOTAL DES DEPENSES FINANCIERES</b>	<b>12 866 920,00</b>	<b>12 860 807,00</b>		<b>99,95%</b>	<b>99,95%</b>
<b>45..1 Total des opé. Pour compte de tiers</b>	<b>1 518 503,82</b>	<b>1 187 429,57</b>	<b>68 000,63</b>	<b>78,20%</b>	<b>82,68%</b>
Aménagement avenues Chomedey / Vanier - mandat	1 509 938,85	1 187 429,57	68 000,63		
Aménagements pistes cyclables - mandat Grand Troy	8 564,97				
Travaux effectués d'office (gestion des périls)					
<b>TOTAL DES DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>44 829 197,96</b>	<b>33 274 387,74</b>	<b>7 675 133,63</b>	<b>74,22%</b>	<b>91,35%</b>
<b>040 Opé. d'ordre de transferts entre sections</b>	<b>878 129,86</b>	<b>852 540,69</b>		<b>97,09%</b>	<b>97,09%</b>
<b>041 Opérations patrimoniales</b>	<b>321 800,00</b>	<b>221 741,54</b>		<b>68,91%</b>	<b>68,91%</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT</b>	<b>1 199 929,86</b>	<b>1 074 282,23</b>		<b>89,53%</b>	<b>89,53%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>46 029 127,82</b>	<b>34 348 669,97</b>	<b>7 675 133,63</b>	<b>74,62%</b>	<b>91,30%</b>
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1	9 910 701,63				

## C – SECTION D'INVESTISSEMENT

Après le fonctionnement, le **tableau IV** reprend l'exhaustivité des dépenses d'investissement selon un détail par chapitre.

Les immobilisations incorporelles enregistrent les dépenses relatives aux études liées aux programmes d'investissement et les achats de logiciel. Ce chapitre affiche en 2013 un montant de **634 812,29 €**.

Les subventions d'équipement sont destinées à financer, d'une part, les dépenses d'investissement d'éclairage public effectuées par le Syndicat Départemental d'Energie de l'Aube pour environ 2 500 000 €, et d'autre part, les subventions aux propriétaires s'inscrivant dans l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (O.P.A.H.), restaurant leur patrimoine immobilier conformément aux prescriptions de ladite opération, pour **712 695,60 €** en 2013.

Les immobilisations corporelles du chapitre 21, affichées à **1 890 682,96 €**, se rapportent essentiellement au renouvellement du mobilier, du matériel informatique, des installations techniques ou encore des véhicules administratifs ou techniques.

Les immobilisations en cours (chapitre 23) enregistrent, pour **13 292 317,61 €**, les travaux d'investissement engagés sur la commune sur plusieurs années. Ainsi, ce chapitre, a-t-il constaté en 2013, la fin de plusieurs chantiers : la requalification de la place de l'Hôtel de ville, la maison du tourisme, la requalification de la chapelle Argence, la réhabilitation de la Maison de la petite enfance du Parc, mais aussi la poursuite des opérations de voirie, de réaménagements des bâtiments communaux ou encore de la restauration du patrimoine classé.

En ce qui concerne, les dépenses relatives à la dette, afin d'obtenir une lecture cohérente, il convient de ne pas intégrer à l'analyse la somme afférente aux lignes de trésorerie, présente pour le même montant en recettes (**4 777 240 €**). Ainsi, en 2013, les dépenses de remboursement du capital de la dette s'arrêtent à **8 029 872,94 €**.

Après constatation des **opérations pour compte de tiers** et des **opérations d'ordre**, le montant total des **dépenses d'investissement** pour l'année **2013**, avec un taux de réalisation de **74,62 %** s'arrête à **34 348 669,97 €**. Ce taux est porté à **91,30 %** avec intégration des restes à réaliser (dépenses engagées sans service fait).

## TABLEAU V - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET PRINCIPAL - RECETTES D'INVESTISSEMENT

(d'après le document technique du CA 2013 - tableau II A.3)

	CREDITS OUVERTS (BP+DM+RAR N-1)	CREDITS EMPLOYES (ou restant à employer)		TAUX DE REALISATION	
		TITRES EMIS	RESTES A REALISER AU 31/12	/ TITRES EMIS	/ TITRES EMIS + RàR
<b>13 SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT</b>	<b>7 182 500,66</b>	<b>4 254 461,89</b>	<b>2 722 356,80</b>	<b>59,23%</b>	<b>97,14%</b>
Etat - ANRU	1 954 670,79	930 012,64	850 442,19	47,58%	
Région	830 536,07	442 829,50	390 381,18	53,32%	
Département	560 919,00	265 277,00	479 942,00	47,29%	
Grand Troyes	1 363 367,00	1 007 448,20	308 616,69	73,89%	
FEDER	623 400,50	163 165,30	416 072,50	26,17%	
Autres	747 387,30	343 510,25	276 902,24	45,96%	
Amendes de police	1 102 220,00	1 102 219,00		100,00%	
<b>16 EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES</b>	<b>15 796 630,00</b>	<b>9 835 428,97</b>		<b>62,26%</b>	<b>62,26%</b>
Emprunts en Euros	11 000 000,00	5 000 000,00		45,45%	
Opérations afférentes à l'option de tirage sur ligne de trésorerie	4 777 240,00	4 777 240,00		100,00%	
Dépôts et cautionnements	19 390,00	58 188,97		300,10%	
<b>23 IMMOBILISATIONS EN COURS</b>	<b>100 000,00</b>	<b>100 002,99</b>			
<b>SOUS-TOTAL DES RECETTES D'EQUIPEMENT</b>		<b>23 079 130,66</b>	<b>14 189 893,85</b>	<b>61,48%</b>	<b>73,28%</b>
<b>10 DOT., FONDS DIVERS ET RESERVES (hors 1068)</b>	<b>2 603 500,00</b>	<b>2 866 389,69</b>		<b>110,10%</b>	<b>110,10%</b>
FCTVA	2 280 500,00	2 356 933,78		103,35%	
Taxe locale d'équipement / Taxe d'Aménagement	323 000,00	509 455,91		157,73%	
<b>1068 EXCEDENT DE FONCT. CAPITALISES</b>	<b>8 608 331,98</b>	<b>8 608 331,98</b>		<b>100,00%</b>	<b>100,00%</b>
<b>27 AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>	<b>204 080,00</b>	<b>141 615,61</b>		<b>69,39%</b>	<b>69,39%</b>
<b>024 PRODUITS DES CESSIONS</b>	<b>2 179 404,00</b>		<b>1 500 000,00</b>	<b>0,00%</b>	<b>68,83%</b>
<b>SOUS-TOTAL DES RECETTES FINANCIERES</b>		<b>13 595 315,98</b>	<b>11 616 337,28</b>	<b>85,44%</b>	<b>96,48%</b>
<b>45..2 TOTAL DES OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS</b>	<b>1 817 160,95</b>	<b>1 294 601,51</b>	<b>257 375,82</b>	<b>71,24%</b>	<b>85,41%</b>
Aménagement avenues Chomedey / Vanier - mandat	1 787 488,72	1 290 257,64	242 722,43		
Aménagements pistes cyclables - mandat Grand Troyes	15 018,84	4 343,87			
Travaux effectués d'office (gestion des périls)	14 653,39		14 653,39	0,00%	
<b>TOTAL DES RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT</b>		<b>38 491 607,59</b>	<b>27 100 832,64</b>	<b>70,41%</b>	<b>82,05%</b>
<b>021 Virement de la section de fonctionnement</b>	<b>14 284 510,00</b>				
<b>040 Opé. d'ordre de transferts entre sections</b>	<b>2 841 911,86</b>	<b>2 487 378,67</b>		<b>87,52%</b>	<b>87,52%</b>
<b>041 Opérations patrimoniales</b>	<b>321 800,00</b>	<b>221 741,54</b>		<b>68,91%</b>	<b>68,91%</b>
<b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT</b>		<b>17 448 221,86</b>	<b>2 709 120,21</b>	<b>15,53%</b>	<b>15,53%</b>
<b>TOTAL</b>		<b>55 939 829,45</b>	<b>29 809 952,85</b>	<b>53,29%</b>	<b>61,30%</b>
		taux de réalisation hors 021 - Virement de la section de fonctionnement		<b>71,56%</b>	<b>82,32%</b>

Dernière masse budgétaire à étudier, les recettes de la section d'investissement sont détaillées au sein du **tableau V**.

A l'instar de la section de fonctionnement, les recettes d'investissement comportent une partie de fonds propres. En effet, **2 866 389,69 €** sont perçus au titre du Fonds de Compensation de la TVA (F.C.T.V.A.) et de la taxe d'aménagement, et **1 102 219 €** dans le cadre des amendes de police.

A ces ressources propres, s'ajoutent les **subventions d'investissement** venues financer les dépenses de travaux évoquées ci-avant. Hors amendes de polices, ces recettes s'élèvent à 3 152 242,89 €.

Par analogie aux dépenses, l'étude des recettes relatives à la dette ne doit pas tenir compte des opérations relatives aux lignes de trésorerie. Le **recours à l'emprunt** a donc été limité en 2013 à **5 000 000 €**.

L'**excédent de fonctionnement capitalisé** de **8 608 331,98 €** provient de l'autofinancement dégagé en fonctionnement pour financer les investissements en 2012.

Les immobilisations en cours réalisées au chapitre 23 pour **100 002,99 €** sont la conséquence du remboursement d'une avance faite dans le cadre de la réhabilitation de la Chapelle Argence.

Les **cessions d'immobilisations** ne font apparaître qu'une prévision puisque, conformément à la nomenclature de la comptabilité publique M14, les réalisations sont constatées en fonctionnement. Seules les plus ou moins-values sont transférées en investissement au travers des opérations d'ordre.

Après ajout de ces opérations d'ordre et des opérations pour compte de tiers les **recettes d'investissement** s'élèvent à **29 809 952,85 €** en **2013**.

**TABLEAU VI - PRESENTATION CONSOLIDEE - BUDGET PRINCIPAL + BUDGETS ANNEXES  
EQUILIBRE GENERAL**

	PRINCIPAL	PATRIMOINE INDUSTRIEL	STATIONNEMENT PAYANT	TOTAL
<b>I - FONCTIONNEMENT</b>				
1 - RESULTAT DE L'EXERCICE	11 663 299	33 885	514 320	12 211 504
2 - RESULTAT REPORTE	11 602 400	-16 712	917 027	12 502 715
3 - RESULTAT CUMULE (1 + 2)	23 265 699	17 173	1 431 347	24 714 219
<b>II - INVESTISSEMENT</b>				
1 - RESULTAT DE L'EXERCICE	-4 538 717	32 733	-289 673	-4 795 657
2 - RESULTAT REPORTE	-9 910 702	-19 872	139 010	-9 791 564
3 - RESULTAT CUMULE (1 + 2)	-14 449 419	12 861	-150 663	-14 587 221
<b>III - RESULTAT GLOBAL</b>	8 816 280	30 034	1 280 684	10 126 998
<b>IV - REPORTS (solde : recettes - dépenses)</b>				
1 - FONCTIONNEMENT	-248 460	-	-	-248 460
2 - INVESTISSEMENT	-3 495 401		-318 353	-3 813 754
3 - RESULTAT CUMULE (1 + 2)	-3 743 861		-318 353	-4 062 214
<b>V - RESULTAT NET DE CLOTURE 2013</b>	5 072 419	30 034	962 331	6 064 784
<b>VII - RAPPEL 2012</b>	11 225 862	-36 584	917 027	12 106 305
<b>% 2013 / 2012</b>	-54,81%	182,10%	4,94%	-49,90%

## D – RESULTAT DE L'EXERCICE 2013 - CONSOLIDATION AVEC LES BUDGETS ANNEXES

Deux services sont individualisés en budget annexe, le Patrimoine industriel et le Stationnement payant. Il convient à présent de consolider le budget principal avec ces deux budgets annexes.

Ainsi, le **tableau VI** offre-t-il une vue d'ensemble des résultats nets de clôture de tous les budgets de la Collectivité :

- **pour le budget annexe du Patrimoine Industriel** : l'excédent net de clôture pour 30 034 € comprend 17 173 € d'excédent en fonctionnement et 12 861 € en investissement ;
- **pour le budget annexe du stationnement payant** : le résultat net de clôture est arrêté à 962 331 €, dont 1 431 347 € en fonctionnement, 150 663 € de déficit en investissement et déduction faite des 318 353 € en crédits nets reportés

**Au final**, le résultat net de clôture global de la collectivité s'élève à **6 064 784 €** en **2013**.

Ainsi se présente donc le Compte Administratif 2013 soumis à votre approbation, conforme au Compte de gestion établi par Monsieur le Trésorier municipal.